

## Comment la CAQ a transformé ses « anges gardiens » en anges de la mort Québec solidaire ignore tant l'hécatombe que l'alternative

Il y a ces aînées qui meurent laissées pour compte si ce n'est seules et sans soins adéquats, confinées bien souvent dans des chambres à deux ou à quatre qui témoignent de leur « richesse », dans les CHSLD et les résidences privées. Et puis il y a les banques et transnationales qui tout en se gavant des centaines de milliards \$ de soutien gouvernemental, surtout hors budget pour ne pas ça paraisse et sans aucune contrepartie alors que pourtant leur socialisation serait l'issue logique, persistent à hausser l'endettement du prolétariat et des petits locateurs et commerçants sous prétexte de pelleter en avant leurs paiements de fins de mois. Entre les deux, dans ces mouroirs, il y a les travailleuses exténuées et débordées de plus en plus touchées par la covid-19 et que l'État force à travailler même à risque ce qui les transforme malgré elles en vecteurs de la maladie. L'infâme capitalisme néolibéral se transformant en capitalisme autoritaire ordonne à ces « *anges gardiens* », dixit le paternaliste Premier ministre, de se transformer en anges de la mort. Et partout parmi les morts, parmi les travailleuses sur la ligne de front et autres services essentielles, parmi les gérantes du chaos du confinement ou de sa solitude, des femmes, encore des femmes, toujours des femmes.

### 25 tapes sur les doigts ne modifient pas une gestion de crise qui sacrifie les aînées au capital financier

Le porte-parole Solidaire, pour répondre aux membres insatisfaits de la performance du parti, a fait le 10 avril le bilan de 3 semaines d'interventions du parti dans une vidéo. Il carabine 25 actions du parti dont aucune ne concerne ni **les aînées**, alors que ce scandale occupait la une médiatique depuis plusieurs jours, ni d'ailleurs les **Peuples autochtones** alors que la Commission nationale autochtone du parti avait communiqué à sa direction « *les détails sur la situation de besoins urgents des 14 communautés inuit dans Nunavik.* » Remarquons que le parti ne dénonce pas le refus de Québec d'allonger l'allocation fédérale pour les autochtones comme l'a fait le gouvernement de l'Ontario. Le gouvernement Legault ne fait même pas semblant, en pleine pandémie, de cacher son visage raciste. Le refus des autorités sanitaires de la Côte-Nord de s'expliquer auprès du journaliste de Radio-Canada pour les refus de tester des Innus manifestement malades en rajoute.

Le parti se vante de certaines actions d'appui et de prises de position vis-à-vis les **communautés racisées**. Mais il n'a jamais appuyé les prisonniers migrants du Centre de surveillance de l'immigration de Laval qui ont même entamé une grève de la faim depuis le 25 mars réclamant leur libération pour mieux se protéger de la pandémie. Il n'a pas dénoncé le gouvernement fédéral qui dorénavant, après une entente avec le gouvernement étasunien, refoule les migrants « illégaux » du Chemin Roxham. Il n'a pas critiqué la fin de non recevoir de la CAQ face à l'offre de traduction des consignes sanitaires provenant d'un organisme fédérant des groupes racisés. Quant aux **prisonniers** en général, le parti n'a pas soutenu « *plusieurs organismes [Ligue des droits et libertés, Solidarité sans frontières, Human Watch] qui ont sommé Ottawa de réduire la population carcérale dans les prisons.* » Même l'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime « *que la libération des prisonniers, avec accès à un logement sécuritaire, éviterait un "désastre de santé publique"* ».

Dans le Devoir du 8 avril, la chroniqueuse Manon Cornellier renchérit sur la critique de l'éditorialiste Robert Sansfaçon qui disait le 31 mars que « *[l]a presse à billets roule à fond [et qu'] Ottawa devrait être beaucoup plus exigeant à l'endroit des banques.* » Que le centriste journal Le Devoir se fâche contre **les banques** — peut-être par opportunisme nationaliste mais peu importe — fournit l'occasion de lever l'étendard du combat contre le capital financier. Bien sûr Le Devoir prend garde d'articuler une seule revendication. Si cependant on prend au mot la chroniqueuse, elle suggère de ne plus hausser l'endettement des ménages déjà surendettés. Ce qui signifie non pas repousser les paiements de fin de mois mais carrément les annuler. Que Québec solidaire se contente d'égratigner les banques par la seule revendication de l'annulation de l'intérêt supplémentaire dû au repoussement du paiement, et non pas l'annulation du paiement en entier, relève de à-plat-ventrisme vis-à-vis le capital financier. On s'attendrait à revendiquer une obligation pour les banques et tutti quanti comme pour le **capital immobilier** d'annuler sans pénalité et intérêt supplémentaire pour le temps de la pandémie tous les paiements hypothécaires, y compris pour les petits locateurs, et autres paiements y inclus les loyers.

La prestation canadienne d'urgence ou PCU (le 500\$ par semaine durant quatre mois) a lancé le débat sur soit le revenu minimum garanti disponible aux **personnes sans travail et à celles mal payées** soit l'allocation universelle pour tout le monde ou au moins pour tous les adultes. La PCU a pleinement démontré que les prestations de bien-être social (sic) sont risibles mais pas drôles du tout, et que pas mal de travailleuses dans les services essentielles (ex. alimentation, préposées dans les résidences privées pour aînées...) sont sous-

payées. Il invite donc au combat pour la transformation permanente de la PUC en prestation pour toutes les personnes sans travail. Son existence forcerait le rehaussement substantiel des bas salaires, ce qui exigerait un salaire minimum de sans doute 20\$ l'heure, et de maintes prestations sociales. On attend toujours que Québec solidaire se pointe le nez dans sur ce sujet lequel n'a rien à voir avec sa demande de revenu universel d'urgence de 2 000\$ pour le seul mois d'avril en attendant la venue du premier chèque fédéral du PCU du même montant.

Pour l'augmentation de 4\$ l'heure de tous les salaires des productions et services essentiels y compris les ouvriers agricoles, il semble que le communiqué Solidaire sous-entend que ce serait l'État qui payerait. Il y a des problèmes à subventionner les Loblaws-Pharmaprix et les Métro-Jean Coutu qui de toute façon ont haussé d'eux-mêmes les salaires de leur employées d'épicerie de 2\$ l'heure. C'est plus problématique pour **les PME** et surtout **les TPE** qui en arrachent. Ne faudrait-il pas favoriser une solution simple et espérons non simpliste. D'accord pour l'État qui paie à 100% le surplus mais si et seulement si cette mesure est financé par une imposition accrue **des grandes entreprises et des grandes fortunes** quelque soit la forme de cet impôt qui peut être autant sur le capital, le patrimoine ou l'héritage que sur les revenus et les profits élevés. Ainsi indirectement employées, PME et TPE seraient subventionnées par le 1%+ et leurs entreprises.

Le programme fédéral de subvention salariale (75% du salaire), de loin le programme majeur concernant **le monde du travail** (73G \$) s'adresse aux employeurs qui vont le gérer et le contrôler. Le Syndicat des métallos, conscient de cette ambiguïté, réclame 12 correctifs dont certains mériteraient d'être repris par Québec solidaire. On pense en particulier à l'interdiction de payer des dividendes pendant un an — pensons particulièrement aux banques —, l'obligation pour l'entreprise de combler le 25% manquant et que « *[l]es subventions salariales ne doivent pas être utilisés pour le remboursement des dettes* » ce qui implique l'annulation des paiements hypothécaires, dont les petits locataires, et des paiements sur les autres dettes dont les cartes de crédit et par ricochet de justice sociale des loyers, revendication que Québec solidaire a complètement raté sauf à la botter par en avant. On constate que ce vaste programme d'aide gouvernementale s'est plié à la logique du programme étasunien non seulement en comblant de plus en plus les besoins des entreprises en général mais surtout en incluant les grandes entreprises, exclues au départ, et en s'ajustant à leurs contraintes et à celles des start-up pour ce qui est de la comparaison de la masse salariale dans le temps qui y donne droit.

Que ce soit pour ce programme gargantuesque de subventions aux entreprises pour les salaires ou le soutien hors budget aux banques et aux grandes entreprises par la création monétaire tant de la Banque du Canada que de la SCHL (le rachat d'hypothèques) et d'Exportation et développement Canada, sans compter à venir le soutien à l'industrie pétrolière à proscrire, on s'attendrait à ce que la gauche dénonce l'absence d'un volet de **reddition de comptes**. Seuls les Conservateurs fédéraux semblent s'y intéresser en insistant sur maintien du fonctionnement du parlement fédéral. Qu'en est-il de Québec solidaire par rapport à l'Assemblée nationale ? Motus et bouche cousue. Le chamboulement du train-train quotidien ne serait-il pas l'occasion de promouvoir une reddition populaire des comptes sous forme par exemple d'un référendum sur un plan de sortie de crise capable de prendre à bras-le-corps la crise climatique et celle de la biodiversité avec organisation préalable de présentation des enjeux et un débat ouvert sans censure à tous les points de vue. La pandémie a habitué la population à la présentation d'un plan, à le jauger et à en discuter. Elle s'y attendra pour la suite des choses.

Quant à **l'internationalisme** de Québec solidaire, ni vu ni connu. Le résumé de presse du 9 avril du Guardian nous apprend que « *Oxfam a appelé à un plan de sauvetage d'urgence de 2,5 billions de dollars pour permettre aux pays pauvres de fournir des subventions en espèces aux personnes qui ont perdu leurs revenus et de renflouer les petites entreprises vulnérables, financées en partie par les paiements d'annulation de la dette des pays en développement, avant les réunions du G20, du FMI et de la Banque mondiale, qui discuteront des plans pour offrir un allègement de la dette. Un demi-milliard de personnes dans le monde pourraient être plongées dans la pauvreté et les pays en développement pourraient reculer de près de 30 ans alors que leur économie se contracte en raison de l'épidémie de coronavirus, ont averti les chercheurs.* » Ne serait-ce pas le temps ou jamais pour Québec solidaire d'appeler à la suppression des dettes extérieures des **pays pauvres** qui sont dues au FMI, à la Banque mondiale, aux États impérialistes et aux institutions financières ?

## **La pandémie fournit l'occasion d'un tournant vers l'éco-agriculture non animalière dès maintenant**

Le coronavirus pandémie origine de l'agro-industrie, particulièrement de l'élevage, de l'extraction des ressources naturelles (bois, mines, pétrole) et de l'extension urbaine. Ces activités conduisent à la déforestation massive menant la faune sauvage et ses virus naturels à s'immiscer dans les zones humanisées où elle contamine les élevages densifiés ou sert de nourriture de luxe ou de base aux populations appauvries refoulés à

l'orée et à l'intérieur des forêts. S'ajoute désormais les grands incendies de forêt et la migration nordique des espèces dus au réchauffement climatique.

La solution passe par la transformation de l'agro-industrie en agro-écologie substituant engrais artificiels, pesticides, herbicides et hyper-motorisation en engrais naturels, contrôle biologique et main-d'œuvre extra dont celle ponctuelle et complémentaire provenant surtout de la jeunesse urbaine. La moindre productivité de la main-d'œuvre sera compensée par une plus grande productivité du sol donc moins de déforestation. Pour cependant faire une différence importante en termes de déforestation s'impose une baisse drastique de l'élevage et par ricochet de la consommation carnée ou qui en dérive étant donné des ratios de conversion végétal-animal élevés surtout pour le bœuf (et idem pour la consommation d'eau) sans compter la monstruosité animalière des élevages intensifs.

Québec solidaire a bien pris position à propos de l'intensification dès cette saison-ci de la production maraîchère en faisant des propositions tant pour simplifier le recrutement de la main-d'œuvre locale par un soutien financier aux producteurs et productrices que par la facilitation de l'agriculture urbaine qui enthousiasme pas mal de monde. On regrette cependant le silence du parti à propos des 16 000 travailleurs mexicains et guatémaltèques dont une bonne portion ne viendra pas. Même s'il semble que le principal blocage vienne du gouvernement mexicain qui à cause de la pandémie n'achemine pas la paperasse nécessaire à l'ambassade canadienne, il faut s'assurer que non seulement la quarantaine de 14 jours puisse se réaliser dans de bonnes conditions, ce qui peut nécessiter un soutien gouvernemental sous forme de réquisition de logements, mais qu'elle se fasse sans amendes ni répression indues. Globalement, il n'en reste pas moins que le problème crucial de l'agriculture québécoise se trouve dans sa spécialisation dans l'élevage bovin pour le lait et pour le porc d'exportation. On se dit qu'il aurait peut-être été possible dès cet été d'entamer un transfert de la production céréalière pour les animaux vers celle humaine quitte à réduire la production animalière. Un encouragement à l'éco-agriculture n'aurait pas été à dédaigner d'autant plus que les vannes subventionnaires sont grandes ouvertes..

### **La pandémie fournit l'occasion de socialiser logement, transport et production essentielle tout de suite**

La réduction tout aussi drastique de l'extractivisme minier, particulièrement des hydrocarbures, nécessitera non seulement conservation de l'énergie et énergies vertes mais aussi la fin de la consommation de masse. Il faut en finir avec l'obsolescence planifiée en faveur d'une généralisation de l'entretien et des réparations; en finir avec la manie de la mode en faveur de la production d'objets durables et modulaires pour permettre les mises à jour; en finir avec la propriété individuelle des produits les plus durables (logement, moyen de transport, chalets, partiellement les électroménagers) en faveur de produits collectifs de qualité supérieure. Faut-il ajouter que ce mode de production-consommation à la fois nécessaire sanitaire et climatiquement est radicalement anti-croissance sauf pour les services de « prendre soin » des gens, et par le fait même anticapitaliste. C'est l'absence de compétitivité et de stress en découlant, dont la réduction du temps de travail contraint, qui permettra un plus grand bien-être sans consommation de masse, sans sur-consommation de mauvaise nourriture et son corollaire d'obésité, sans accaparement de produits durables et sans empilement de capital fictif comme police d'assurance et de vieillesse.

Dans le cadre de la pandémie, on verrait très bien Québec solidaire exiger la réquisition des logis vides, tels les condos spéculatifs et les logis Airbnb, et des hôtels pour y loger les gens atteints du covid-19, ceux en quarantaine sans logis, les sans-logis et mal logés, les femmes violentées et leurs enfants ou leurs conjoints violents... Pourquoi pas exiger que les gouvernements fassent durer le transport collectif gratuit et la fermeture d'usines fabriquant des produits non essentiels et anti-climat, tel l'armement, les voitures, les plastiques, pour immédiatement faire leur conversion vers les produits sanitaires qui manquent terriblement et ensuite vers la production pro-climat tels les moyens de transport collectif, les équipements d'énergie renouvelable et les matériaux de haute technologie en bois et en tissu organique. Comme le confinement et la distanciation physique qui va durer un bout de temps, font de l'accès à Internet un service public indispensable, pourquoi Québec solidaire ne réclamerait-il pas sa gratuité immédiate et la distribution gratuite d'ordinateurs pour entre autre permettre l'enseignement en ligne accessible à toutes et tous sans pression indue pour rouvrir les écoles.

### **La pandémie fournit l'occasion pour forcer un changement de cap vers une société de « prendre soin »**

La porte est ainsi ouverte vers la proposition d'un plan de sortie de crise pro-climat. Julia Posca de l'IRIS vient de publier un schéma de gauche, à tendance anticapitaliste, d'un plan socio-économique de sortie de crise. Ce

plan mérite d'être discuté au sein du parti et d'être comparé au Plan de transition du parti, ce qui pourrait être organisé virtuellement sans plus tarder (panel internet, débat en réseaux sociaux, conseil national virtuel). À remarquer l'importance centrale du « prendre soin » (care) dans ce plan, dimension éco-féministe complètement absente du Plan de transition solidaire. Si la dimension « prendre soin » des gens est bien présente dans le plan IRIS, manque toutefois la dimension « prendre soin » de la terre-mère qui se décline par une révolution des systèmes de transport — rejet de l'auto solo à essence ou électrique en faveur du transport en commun gratuit, abondant, électrique et en surface et non en sous-sol ou dans les airs au bénéfice de « l'industrie de la corruption » — de l'énergie — d'abord son économie et ensuite l'énergie verte décentralisée mais planifiée — de l'habitation — prédominance du logement social éco-énergétique sur le logement privé dont la forme unifamiliale serait immédiatement interdite en zone urbaine — de l'aménagement du territoire — urbanité à fonctions mixtes liée par le transport actif et en commun et pénétrée par l'agriculture à circuit court — de l'agriculture — agroécologie des petites fermes supplantant l'agro-industrie des mégas-fermes et des intégrateurs.

La tragédie de Québec solidaire est de penser sa politique pandémique dans un esprit d'union sacrée. Le parti se conçoit comme un collaborateur critique de la CAQ dans la guerre contre le coronavirus alors que celui-ci ne fait qu'emprunter la voie que les chambardements écologiques dus au capitalisme néolibéral lui ont tracée. Le parti ne semble pas réaliser que ce gouvernement forcé de surfer la vague pour ne pas qu'elle le noie ne cherche qu'à redresser la barre pour revenir dans les plus brefs délais à l'océan du capital fictif boursouflant sa richesse grâce à l'engouffrement dans la misère et la précarité de ce peuple travailleur aujourd'hui confiné et physiquement distancé. Son but est d'y parvenir du-t-il renoncer au globalisme néolibéral déjà amoché par la crise de 2008 pour un capitalisme nationaliste autoritaire pouvant aller jusqu'au fascisme si résistance il y a. Le suivisme derrière le vaisseau amiral qui peut toujours s'accommoder de 25 ou 50 ajustements de cap pour garder le contrôle de la direction ne se muera jamais en son abordage pour en prendre le contrôle afin d'en changer le cap vers le plein emploi écologique.

### **Sous des formes nouvelles, la pandémie ouvre le champ de la lutte sociale vers un double pouvoir**

Les propositions concrètes pour lutter contre la pandémie en transition vers un plan alternatif pro-climat pour prendre soin des gens et de la terre-mère est une chose. Le rapport de forces pour y arriver est une autre affaire bien que le plan y contribue comme le phare sur la colline. Sans ce combat, tout reviendra comme avant probablement en pire car les gouvernements plaideront encore plus d'austérité pour rembourser l'importante augmentation de la dette résultant de la pandémie. Déjà la CAQ s'apprête à geler les embauches dans la fonction publique. Ce rapport de forces ne s'obtient pas sans immersion dans la lutte sociale dont les formes pandémiques sont spécifiques. Il n'est pas évident pour le prolétariat des secteurs de la production et des services non-essentiels si ce n'est nuisibles de lutter pour cesser cette production et services, et encore mieux les convertir sinon carrément, à court terme, tout arrêter pour rester en santé et même en vie. Le palliatif de l'application des mesures sanitaires, quand il est possible physiquement et matériellement, n'est que ça, un palliatif insatisfaisant sauf évidemment, où il devient vital, pour ce prolétariat de la production et des services essentiels à commencer celui de la ligne de front sanitaire.

L'autre volet de cette lutte sociale réside dans les quartiers sous forme d'une panoplie de tâches de soutien allant de l'aide aux gens confinés qui sont seuls, âgés, déboussolés, violentés. C'est ici que la mobilisation, étant donné l'amplitude des tâches, devient essentiel dans le cadre des organisations populaires et citoyennes en coordination avec les services sociaux débordés au sein desquels les syndicats ont à jouer un rôle clef. Le site web « *covid-19, comment aider* » de Québec solidaire est à saluer mais sa centralisation à déplorer. C'eut été une tâche qui revient aux organisations locales du parti près de leurs membres et près de leur base sociale, et toujours à la recherche de liens entre elles. On regrette l'oubli des lieux de travail qu'il faut aussi mobiliser d'autant plus que le parti dispose d'un réseau intersyndical pour ce faire. Si durant la période électorale, il fut possible au porte-parole homme de convoquer des assemblées syndicales in vivo, il devrait l'être cette-fois virtuellement. Ainsi pourraient naître les prémises d'un pouvoir parallèle, d'un double pouvoir. Car si on ne le vainc pas, ce capitalisme néolibéral se transformera en capitalisme autoritaire pour faire payer la note au prolétariat.

Marc Bonhomme, 12 avril 2020

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)